

Internet menacé

Geplaatst op dinsdag 13 november 2012 | 

 SHARE

12 novembre 2012 : Le mouvement syndical mondial et Greenpeace ont uni leurs forces aujourd'hui pour exhorter le Secrétaire général Ban Ki-moon à rejeter des changements à la gouvernance d'internet qui pourraient modifier à tout jamais internet tel qu'il existe à l'heure actuelle.

Les ministres des Télécommunications de 193 pays vont se réunir derrière des portes closes à Dubaï le mois prochain en vue d'envisager un nouveau régime réglementaire pour l'internet.

La Confédération syndicale internationale et Greenpeace font part de leur vive préoccupation que les modifications proposées mènent à une recrudescence du contrôle et de la censure d'internet par les gouvernements.

La secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow, affirme la nécessité d'une approche concertée entre multiples parties prenantes afin de défendre les intérêts de la liberté d'expression et de la liberté syndicale.

« Des sommets mondiaux sur ces sujets ont déjà eu lieu auparavant. En 2005, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'adopter une approche à multiples parties prenantes pour la gouvernance d'internet.

Le danger de la prochaine Conférence mondiale sur les télécommunications internationales (WCIT-12) est que certains gouvernements vont tenter, à huis clos et en dehors de toute transparence, de saper cette approche à multiples parties prenantes. Ce qui est en jeu est très important, c'est pourquoi nous avons décidé d'écrire au Secrétaire général des Nations Unies afin de l'alerter des risques encourus. »

En effet, s'ils sont acceptés, les changements proposés permettraient : que les gouvernements restreignent ou bloquent l'information qui est diffusée via l'internet ; qu'un régime mondial de surveillance des communications par internet soit mis sur pied, y compris l'obligation de s'identifier imposée à ceux qui envoient et reçoivent des informations ; que l'on autorise seulement une utilisation « rationnelle » d'internet ; que les gouvernements imposent une fermeture d'internet s'il est estimé que celui-ci peut interférer dans les affaires intérieures d'autres États ou que des informations « sensibles » par nature pourraient être échangées ; qu'un nouveau régime de fixation des prix soit introduit, ce qui ralentirait la croissance de l'internet, en particulier dans les pays les plus pauvres.

« Un internet complètement sous le contrôle des gouvernements et des grandes entreprises serait en totale contradiction avec l'essence même de ce que représente l'internet – un accès libre et gratuit pour tous. Ce sont là des questions extrêmement importantes, qui doivent être traitées de manière ouverte, transparente et inclusive », a dit Mme Burrow.

La CSI va lancer sa campagne internationale 'Stop the Net grab' à Londres lundi.

Voir la lettre en envoyée à Ban Ki Moon Vous trouverez plus d'information sur www.equaltimes.org ou sur www.change.org/netgrab

Transparency International blog post on the ITU and internet freedom

